

ROSA Newsletter



RÉSEAU OPÉRATIONNEL DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Numéro 36 | Avril 2012

AU SOMMAIRE : > Comment assurer la mise en place de programmes nationaux de transferts sociaux pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le Sahel ? > Agenda > Actualités du réseau

POINTS DE VUE SUR L'ACTUALITÉ



Comment assurer la mise en place de programmes nationaux de transferts sociaux pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le Sahel ?

Cette question était au cœur du séminaire régional organisé à l'initiative de la Commission Européenne du 17 au 20 avril, à Ouagadougou, Burkina Faso¹. Cette rencontre visait à réfléchir avec les acteurs nationaux et régionaux à la mise en place de systèmes nationaux pérennes de transferts sociaux capables de répondre aux crises structurelles et conjoncturelles du Sahel. Cet article revient sur les messages clés qui sont ressortis du séminaire et les recommandations formulées pour une meilleure utilisation, à l'avenir, des transferts sociaux au sein de stratégies intégrées de renforcement de la résilience, de la sécurité alimentaire et de la nutrition des sahéliens.

● Pourquoi la Commission a-t-elle organisé un tel séminaire et quelles en étaient les attentes ?

Depuis plusieurs années, l'Union Européenne développe une approche globale et multisectorielle de la sécurité alimentaire et nutritionnelle². Les crises alimentaires récentes ont montré les limites des réponses traditionnelles pour faire face aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Au Sahel, la situation des pauvres s'est dégradée au cours des dernières décennies. Aujourd'hui, les ménages les plus pauvres ne possèdent pas de capital productif. Les crises alimentaires de plus en plus rapprochées ne laissent plus la possibilité aux ménages pauvres de reconstituer leurs moyens d'existence avant le prochain choc. Environ la moitié de la population rurale est touchée par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle structurelle, avec notamment des difficultés d'accès à l'alimentation et à la santé. Cette situation invite à un changement de paradigme dans l'aide au développement. Passer de réponses ponctuelles en périodes de crise à des programmes intégrés à long terme requiert la mise en œuvre, dans la durée, d'un éventail de mesures et d'interventions visant au renforcement des capacités des ménages mais aussi des structures nationales.

Le ROSA est
une initiative de la :



COMMISSION
EUROPÉENNE

¹ Les documents du séminaire ainsi qu'une synthèse des débats sont disponibles sur le [site du ROSA](#).

² Pour plus d'information, voir notamment la communication « [Un cadre stratégique de l'UE pour aider les pays en développement à relever les défis liés à la sécurité alimentaire](#) » et le document de référence « [La lutte contre la malnutrition dans l'assistance extérieure. Une approche intégrée à travers les différents secteurs et modalités de l'aide](#) ».

Dans sa nouvelle stratégie dénommée « [Programme pour le changement](#) », la Commission présente les pistes pour accroître l'impact de la politique de développement de l'UE. Il convient de réfléchir avec les partenaires nationaux et régionaux à ce que cela doit concrètement impliquer au Sahel.

Dans ce sens, l'UE s'est engagée dans un processus de réflexion stratégique autour du rôle des transferts sociaux au sein de stratégies intégrées de sécurité alimentaire et nutritionnelle. La Commission a récemment développé un document de référence qui présente les concepts de base et les expériences en la matière et invite à une plus grande utilisation de ce type d'instrument³. Le séminaire de Ouagadougou avait pour but d'échanger avec les partenaires de terrain autour des principaux points soulevés par le document et de dégager quelques orientations pour l'appui futur de la CE dans le domaine.

● **L'utilisation des transferts sociaux dans le Sahel est en augmentation, mais semble à ce jour encore en-deçà de leur potentiel. Quelles sont les leçons tirées des expériences mises en œuvre dans la région et quels sont les principaux défis à relever ?**

Les transferts sociaux présentent un grand potentiel pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel où l'insécurité alimentaire touche de façon permanente une large part de la population. Les transferts sociaux permettent de réduire les déficits de consommation alimentaire des plus pauvres, de les protéger contre les chocs et dans certains cas, de renforcer leur capacité productive. Il convient donc de s'interroger sur le passage vers une plus grande utilisation des transferts sociaux dans la réponse à la crise chronique qui prévaut au Sahel.



Des avancées importantes ont été accomplies ces dernières années dans la région. Nombre de stratégies nationales et régionales donnent aujourd'hui un rôle majeur aux transferts sociaux. Ceux-ci sont envisagés dans un nombre croissant de stratégies de protection sociale, de sécurité alimentaire ou de développement agricole.

La multiplication des projets de transferts sociaux a permis d'avancer sur certains aspects techniques liés à leur utilisation dans le contexte sahélien. On peut notamment citer des expériences en transferts monétaires saisonniers, coupons alimentaires, foires aux semences, etc. Des études de faisabilité ont également été menées en vue de la mise en place de programmes nationaux de transferts sociaux sur une base pluriannuelle.

Toutefois, d'importants défis restent à relever. Tout d'abord, les systèmes nationaux d'information et d'alerte précoce doivent être renforcés pour assurer une meilleure compréhension des causes fondamentales et des facteurs qui sont à l'origine de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (au-delà du suivi de la production agricole et des prix des denrées alimentaires). Une alerte suffisamment précoce doit permettre des interventions en amont de la crise dans le cadre de politiques de prévention et d'atténuation. Deuxièmement, le défi du ciblage doit être relevé pour que les programmes atteignent effectivement les plus pauvres et les plus vulnérables. Troisièmement, il faut opérer un passage à l'échelle. La plupart des transferts sociaux sont actuellement mis en œuvre dans des approches projet limitées, appuyées par des partenaires internationaux. Il ressort des discussions l'importance d'intensifier les efforts de concertation nationale en impliquant davantage les populations et d'assurer un financement national même minime mais croissant dans la décennie à venir. Enfin, des mesures complémentaires doivent être envisagées pour permettre un meilleur renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment en ce qui concerne le fonctionnement des marchés et l'accès aux soins de santé.

³ Afin d'appuyer au mieux les pays partenaires dans la mise en place de programmes de transferts sociaux, la Commission vient aussi de mettre en place un Service Conseil en Transferts Sociaux (ASiST), géré par l'unité C1 d'EuropeAid.

● Quelles sont les principales recommandations issues du séminaire en vue de l'extension des systèmes nationaux de transferts sociaux au Sahel ?

Les participants ont en premier lieu invité l'ensemble des acteurs à adopter un nouveau paradigme pour le développement du Sahel, d'une part, en prenant pleinement conscience du changement de la situation des pauvres dans la région (insécurité alimentaire et nutritionnelle structurelle, récurrence des crises, exclusion des pauvres des cycles productifs, forte dépendance aux marchés, etc.) et d'autre part, en dépassant la dichotomie entre urgence et développement pour envisager les réponses aux crises de plus en plus récurrentes au sein de programmes de long terme. Il est important que ces programmes soient portés par les Etats et permettent d'œuvrer au renforcement de la résilience dans une approche pluriannuelle et multisectorielle.

Parmi les autres recommandations émises en vue de la mise en place de systèmes de transferts sociaux efficaces, étendus et viables au Sahel, les participants ont en particulier appelé à :

- i) un **leadership fort des gouvernements** pour dégager une vision nationale, assurer la coordination et l'harmonisation des initiatives existantes et à venir ;
- ii) un **renforcement du rôle des organismes régionaux dans le plaidoyer** en faveur d'une meilleure utilisation des transferts sociaux dans la lutte contre la faim et la malnutrition (notamment par le dialogue politique avec les Etats) ; et
- iii) un **meilleur alignement des partenaires techniques et financiers et une plus grande flexibilité de l'aide au développement** pour favoriser la mise en place de programmes de transferts sociaux pluriannuels pouvant être ajustés en cas de crise.

Les débats et recommandations issues de ce séminaire serviront à alimenter la réflexion stratégique et opérationnelle de la Commission. La programmation du 11ème FED (Fonds Européen de Développement) est une étape cruciale à cet égard devant permettre un positionnement ambitieux de la part de l'UE. Au Sahel, des initiatives pour l'extension des transferts sociaux sont d'ores et déjà en cours et doivent être appuyées de façon concertée. D'autres expériences de programmes de transferts sociaux, en Afrique de l'Est notamment, peuvent également alimenter la réflexion en cours au Sahel. Le partage d'expériences est ainsi un élément clé pour parvenir à relever les défis opérationnels et assurer une plus grande efficacité, couverture et viabilité des programmes de transferts sociaux pour le renforcement de la résilience, de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Sahel.

AGENDA



Événements passés

● **Consultation publique sur le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition (12 mars-15 mai 2012)** : Le premier texte préliminaire de ce document a été analysé lors des Conférences régionales de la FAO (mars-mai 2012) et en ligne grâce au Forum sur la sécurité alimentaire et la nutrition (12 mars-15 mai 2012). Les commentaires reçus seront pris en compte dans l'élaboration du deuxième texte préliminaire qui sera soumis à l'examen de la consultation du CSA, à Rome en juin 2012, et ensuite dans la première version du cadre stratégique qui sera présentée à la plénière du CSA en octobre 2012. [>>>](#)

● **Réunion du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest (12-13 avril 2012)** : Organisée par le CILSS et le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, sous l'égide de la CEDEAO et de l'UEMOA. Les participants ont souligné le leadership assuré par les deux organisations régionales pour une meilleure gestion de la crise alimentaire actuelle dans la région du Sahel. La création du « Comité de haut niveau sur la sécurité alimentaire » par la Commission de l'UEMOA et la signature du « Cadre de coopération du RESOGEST » par les pays membres de la CEDEAO, de l'UEMOA et du CILSS, en sont deux exemples. [>>>](#)

Événements à venir

17 mai : Réunion des Ministres de l'Agriculture du G20 sur les stratégies pour renforcer la sécurité alimentaire (Mexique) [>>>](#)

13-15 juin : 3ème Comité préparatoire de la Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20) - Rio de Janeiro (Brésil) [>>>](#)

18-19 juin : Sommet du G20 - Los Cabos (Mexique) [>>>](#)

20-22 juin : Sommet Rio+20 - Rio de Janeiro (Brésil) [>>>](#)

27-29 juin : Groupe de travail du CSA sur le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition (examen du Draft n°2) - Rome (Italie) [>>>](#)

23 juillet : Formation "Changer la vision, la politique et les résultats liés à la nutrition" - Brighton (Royaume-Uni) [>>>](#)

15-20 octobre : 38ème session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) - Rome (Italie)

Pour plus d'information : [Événements à venir](#)

Nouvelles de la Commission

● **Les activités du Service Conseil en Nutrition (NAS) au niveau international** : La lutte contre la malnutrition nécessite des efforts tant au niveau national qu'international afin d'assurer une cohérence accrue et de maximiser l'impact des ressources investies par l'ensemble de partenaires. Le travail du Service Conseil en Nutrition de la CE se déploie à ces deux niveaux. Cet article passe rapidement en revue l'engagement du NAS dans les processus internationaux⁴.

Le travail du Service Conseil en Nutrition a démarré en 2009 avec pour objectif de renforcer la collaboration entre la CE et les États membres sur les questions stratégiques, politiques et techniques. La rédaction du document de référence a représenté à cet égard une étape décisive⁵. Cette collaboration se poursuit depuis. Le NAS participe avec la Commission européenne et les États membres à la réflexion sur l'amélioration des structures et des mécanismes de coordination internationaux en lien avec la nutrition. Une attention particulière a été portée aux réformes du Comité permanent des Nations unies sur la nutrition (SCN), réformes qui ont débouché sur une structure plus spécialisée dans la coordination des politiques et des priorités entre les agences des Nations unies.

Le Service Conseil en Nutrition a également facilité l'engagement stratégique de la CE auprès de certaines agences des Nations unies. Les plus notables d'entre eux sont le travail accompli avec la FAO afin de rédiger un Cadre analytique des réponses (*RAF – Response Analysis Framework*) et la contribution du NAS à l'évaluation du rôle et du travail de la FAO en matière de nutrition.

Le Service Conseil en Nutrition a récemment participé au Colloque scientifique international sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle : de mesures valables à une prise de décision efficace, organisé par la FAO en janvier. Il a également pris part à l'événement spécial d'avant colloque intitulé Renforcer les enquêtes sur la consommation et les dépenses des ménages pour parvenir à des politiques nutritionnelles davantage basées sur les preuves. Ces deux événements ont été l'occasion de tirer des enseignements pertinents pouvant nourrir le travail de la Commission et du Service Conseil en Nutrition.

⁴ Son travail auprès des délégations est expliqué dans la newsletter de ROSA No. 35, paru en mars 2012.

⁵ La préparation du document de référence a bénéficié de contributions des pays membres : l'Allemagne, l'Irlande, la France, la Pologne et le Royaume-Uni, ainsi que de celles de divers Directions de la Commission européenne.

L'avancée la plus importante ces trois dernières années est l'émergence du Mouvement de renforcement de la nutrition (*SUN - Scaling Up Nutrition*). À travers le NAS, la Commission européenne a pu jouer un rôle clé dans la gouvernance du SUN, dans son travail technique (sur les indicateurs) et dans son positionnement politique. Le Service Conseil en Nutrition et l'unité C1 d'EuropeAid ont apporté leur contribution au rapport d'avancement du SUN, présenté lors de réunions de haut niveau en marge de l'Assemblée générale des Nations unies qui s'est tenue à New York en septembre 2011.

Le Service Conseil en Nutrition continue de soutenir la transition du Mouvement SUN, qui évolue vers l'adoption des mécanismes plus cohérents, l'objectif étant de favoriser l'engagement et l'harmonisation au niveau international afin d'appuyer les progrès accomplis à l'échelon national. Le soutien de la Commission européenne au nouveau dispositif de gouvernance s'élève à 5 millions d'euros sur 3 ans et doit contribuer à l'établissement des systèmes et processus au niveau du nouveau secrétariat⁶.

L'unité C1 d'EuropeAid continue à développer cet engagement auprès du Mouvement SUN. La récente nomination par le Secrétaire général des Nations unies du commissaire européen Piebalgs au sein de l'équipe du SUN souligne davantage le rôle (technique, financier et politique) que continue à jouer la Commission.

- **Consultation externe sur la malnutrition dans les situations d'urgence** : La DG ECHO est dans un processus de révision et de formalisation de son approche en matière de nutrition dans les situations d'urgence. Un document de consultation externe a été préparé pour alimenter la réflexion avec la contribution de toutes les parties prenantes. Ce processus contribuera à l'élaboration de la stratégie de la DG ECHO pour améliorer les réponses en matière de nutrition dans les situations d'urgence. [Voir le document disponible en anglais >>>](#)

- **Négociations sur le Cadre budgétaire pluriannuel (CFP) de l'Union européenne** : Les débats sur le CFP de l'Union européenne pour la période 2014-2020 sont entrés dans une nouvelle phase. Lors de sa session du 26 mars 2012, le Conseil des affaires générales a examiné pour la première fois le "cadre de négociation" contenant les options, qui sera régulièrement mis à jour. Il servira de base pour l'élaboration d'un accord sur le cadre financier, que le Conseil européen devrait adopter d'ici la fin de l'année. À partir de mai 2012, des discussions sur le cadre de négociation couvrant tous les aspects auront lieu régulièrement au sein des instances préparatoires du Conseil et au niveau ministériel. Le Conseil européen examinera le cadre de négociation lors de sa réunion fixée aux 28 et 29 juin. [>>>](#)

ACTUALITÉS DU RÉSEAU



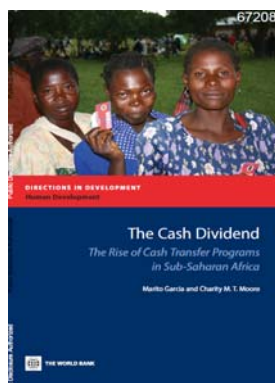
Nouvelles ressources en ligne

Nutrition

- **Ciblage et amélioration de la nutrition. Moyens d'améliorer le statut nutritionnel, FAO, 2011** : Elaboré comme un guide de référence, cette publication fournit une introduction générale concernant l'utilisation, les bénéfices et les coûts du ciblage ; une analyse des six dispositifs de ciblage ; une présentation des problèmes majeurs que posent la planification et la conception du ciblage ; des renseignements sur le suivi et l'évaluation de l'efficacité du ciblage ; une analyse des types de programmes ciblés les plus couramment utilisés pour améliorer la nutrition ; et des conclusions et recommandations. En annexe, on trouvera des études de cas présentant des exemples de différents programmes alimentaires et nutritionnels. [>>>](#)

⁶ Le Service Conseil en Nutrition a largement contribué à l'élaboration de la fiche d'identification exposant le soutien de la Commission européenne au Mouvement SUN. La rédaction de la fiche d'action est en cours.

Transferts sociaux



● **L'émergence des programmes de transferts monétaires en Afrique subsaharienne, Banque mondiale, 2012** : Ce livre présente les résultats d'une enquête sur l'utilisation récente de programmes de transferts monétaires en Afrique sub-saharienne. L'étude avait pour but d'améliorer la compréhension de l'évolution et de l'état actuel des programmes, de leur utilisation prévue et de l'ensemble des défis qui se posent à l'utilisation des programmes de transferts monétaires dans un contexte sub-saharien. Les auteurs ont identifié plus de 120 programmes de transferts monétaires mis en œuvre entre 2000 et 2009 en Afrique sub-saharienne. Ils proposent de manière synthétique des données et des analyses sur la mécanique des programmes, et fournissent des références détaillées dans les annexes. Ils s'intéressent aux questions liées à l'économie politique et mettent en évidence l'importance de s'attaquer à des arbitrages clés qui sont liés aux transferts monétaires : la volonté politique, les modes de versements, etc. Enfin, ce texte soulève des questions importantes qui devront être abordées, ainsi que des lacunes dans les savoirs disponibles qu'il faudra combler. **Publication en anglais >>>**

● **Le rôle productif des filets de sécurité sociale. H. Alderman et R. Yemtsov, Banque mondiale, mars 2012** : Cette note de synthèse vise à alimenter la Stratégie de protection sociale et professionnelle 2012-2020 de la Banque mondiale. Elle construit un cadre théorique pour relier protection sociale, croissance et productivité. Elle effectue un panorama actualisé de la littérature disponible et comble certaines lacunes dans la recherche. Elle passe également en revue les éléments de débat sur les enjeux opérationnels. Le document tire des conclusions et en examine les implications pour la conception et la mise en œuvre de programmes de protection sociale. Enfin, il élabore un programme de travail pour combler les lacunes de connaissances. **Publication en anglais >>>**

● **Elaborer et mettre en œuvre des programmes de transferts sociaux : Un manuel politique, DFID, EPRI, 2011** : Ce guide a été rédigé pour aider les décideurs nationaux et les bailleurs de fonds dans la conception, la mise en œuvre et la gestion des programmes de transferts monétaires. Parmi les sujets abordés par ce document figurent la définition des transferts monétaires, leurs rôles, les différents types d'instruments ; les méthodes pour sélectionner un instrument approprié ; les méthodes pour évaluer le contexte politique et institutionnel ; les enjeux à prendre en compte dans la conception du programme, ainsi qu'un panorama des enjeux et des débats sur la question du ciblage et de la conditionnalité. **Publication en anglais >>>**

● **Elaborer et mettre en œuvre un filet de sécurité sociale en zone rurale. Enseignements issus du Programme de filets de sécurité productifs en Éthiopie (PSNP), Banque mondiale, 2010** : Ce document tire des leçons du Programme de filets de sécurité productifs (PSNP en anglais) éthiopien, un des plus importants programmes de protection sociale en Afrique sub-saharienne. Le document décrit le contexte éthiopien et les mécanismes de conception et de fonctionnement du Programme, des informations sur ses impacts et son efficacité. Puis il s'intéresse à un certain nombre de domaines thématiques. Chaque section aborde les enjeux et les arbitrages liés à la conception, puis les enjeux de mise en œuvre (jusqu'à 2009), et se termine par une discussion sur les principaux enseignements à tirer. Le document se tourne ensuite vers la phase 2010-2014 du programme et soulève certaines questions essentielles pour l'avenir de la protection sociale en Éthiopie. **Publication en anglais >>>**

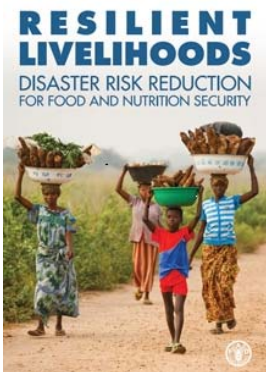
● **Transferts monétaires : Coût et pérennité, Anna McCord, ODI, novembre 2009** : cette note se base sur des études de cas au Kenya, au Malawi et en Zambie, faisant partie d'une étude sur les transferts monétaires réalisée par ODI. Ce document explore le coût et la viabilité des transferts monétaires visant à atténuer la pauvreté. La note passe en revue la couverture et le coût des programmes de transferts monétaires, les implications fiscales de l'extension de la couverture de ces programmes à l'ensemble des bénéficiaires éligibles, l'étendue des ressources gouvernementales

allouées aux transferts monétaires, le rôle du financement des bailleurs de fonds, ainsi que les enjeux de rentabilité et de pérennité de ces programmes. **Publication en anglais >>>**

- **Les transferts monétaires conditionnels. Réduire la pauvreté présente et future, Banque mondiale, 2009** : Ce rapport présente un cadre conceptuel qui examine la justification des transferts monétaires conditionnels (TMC) sur le plan économique et politique. Il passe en revue les données recueillies à ce sujet, notamment dans le cadre d'évaluations d'impact. Il examine comment ce cadre conceptuel et ces données devraient servir à mettre en œuvre les programmes TMC. Enfin, il examine le rôle des TMC dans la politique sociale d'un pays. **Publication en anglais >>>**

Autres thématiques

- **Réduction des risques de catastrophes : Dépenser de l'argent là où c'est important, J. Kellett & D. Sparks, Global Humanitarian Assistance, mars 2012** : Ce rapport examine les niveaux de financement des bailleurs de fonds en matière de réduction des risques de catastrophe (RRC) dans les 40 principaux pays récipiendaires d'aide au cours des 10 dernières années. Le document souligne la fréquence des catastrophes et leur impact particulièrement significatif dans ces pays. Il examine l'état actuel des financements alloués à la RRC et, dans le contexte de ces pays les plus vulnérables, pose des questions sur le volume, le type de financements, leur équité, et leur adéquation par rapport aux besoins. **Publication en anglais >>>**



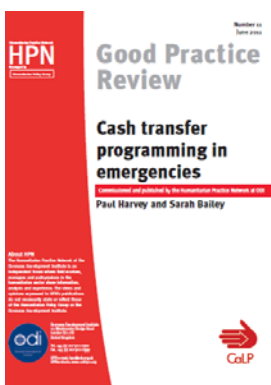
- **Des moyens d'existence résilients. La réduction des risques de catastrophe pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, FAO, 2011** : Cette brochure présente le programme-cadre et interdisciplinaire de la FAO sur la réduction des risques de catastrophe pour la sécurité alimentaire et la nutrition, appelé "Resilient Livelihoods". Il fournit une orientation stratégique aux pays membres de la FAO et à leurs partenaires pour la mise en œuvre de mesures de réduction des risques dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche aux niveaux local, national, régional et mondial. **Publication en anglais >>>**

- **Améliorer la sécurité alimentaire. Un examen systématique de l'impact des interventions en matière de production agricole, de filières, de régulation des marchés et de foncier, Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, IOB, décembre 2011** : Afin de soutenir l'élaboration de politiques de sécurité alimentaire, la réunion « EvalNet » du Comité de l'aide au développement (CAD) de l'OCDE, en 2010, a exprimé la nécessité d'un examen des évaluations récentes et d'autres recherches sur des bonnes pratiques. C'est dans ce cadre que ce rapport a été commandité par le gouvernement néerlandais. Il a examiné 38 études de cas, dont dix-neuf correspondaient à des interventions ayant pour objectif principal l'augmentation de la production. **Publication en anglais >>>**

Liens et ressources externes

- **Revue des programmes de transferts sociaux, Revue des bonnes pratiques, P. Harvey et S. Bailey, Humanitarian Practice Network, n°11, juin 2011** : La revue « Good Practice Review » (Revue des bonnes pratiques) du Humanitarian Practice Network à ODI est destinée aux praticiens dans le domaine de l'urgence qui mettent en œuvre des interventions sur le terrain, tant ceux qui connaissent bien les transferts monétaires que ceux qui les connaissent moins bien. Ce numéro synthétise des lignes directrices pour élaborer et mettre en œuvre des transferts sociaux, souligne des enseignements tirés d'évaluations et propose des illustrations concrètes tirées du terrain. Cette revue a été publiée en partenariat avec le [Cash Learning Partnership \(CaLP\)](http://www.cashlearningpartnership.org/), et un soutien de ECHO.

Publication en anglais : <http://www.odihpn.org/hpn-resources/good-practice-reviews/cash-transfer-programming-in-emergencies>



- « *The crisis in the Horn of Africa* », *Humanitarian Practice Network*, No 53 Mars 2012 : Ce numéro spécial, co-édité avec le chercheur Simon Levine, est dédié à la crise dans la Corne de l'Afrique. Debbie Hillier (Oxfam) affirme dans l'article principal que le système d'aide doit être revu dans l'ensemble, en se concentrant sur des programmes à plus long terme, qui renforcent la résilience, la réduction des risques de crise, accompagnés d'interventions de court terme en cas d'urgence.

Publication en anglais : <http://www.odihpn.org/humanitarian-exchange-magazine/issue-53/the-crisis-in-the-horn-of-africa>

- **Formations en nutrition :**

En anglais : *Monitoring, evaluation and impact assessment of food and nutrition security* (4-22 juin 2012, Pays-Bas) : http://www.cdi.wur.nl/UK/newsagenda/agenda/Monitoring_evaluation_impact_assessment_of_food_and_nutrition_security.htm

En anglais : *Transforming nutrition ideas, policy and outcomes* (23-27 juillet 2012, Royaume Uni) : <http://www.ids.ac.uk/nutrition2012>

En anglais : *Programming for nutrition outcomes* (cours en ligne, London School for Hygiene and Tropical Medicine): <http://ble.lshtm.ac.uk/course/view.php?id=26>

Contacts :

EuropeAid-ROSA@ec.europa.eu
animation@reseau-rosa.eu

Ce bulletin est rédigé par l'équipe du Gret, chargée de l'animation du ROSA.

Le réseau est une initiative d'EuropeAid C1 (Développement rural, sécurité alimentaire et nutrition) en collaboration avec EuropeAid R7 (Formation, gestion des connaissances, communication interne, documentation).

Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission Européenne.

Crédits photo : Commission Européenne/EuropeAid